

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Cité administrative – Bât D  
19 rue de Ciron  
Cedex 09  
81013 ALBI

ALBI, le 18/12/23

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT**

SITE TENDIGUES  
2 avenue François Galtier  
12250 Roquefort-sur-Soulzon

Références : 12-CRARC-2023-124  
Code AIOT : 0006804156

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2023 dans l'établissement SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT implanté SITE DE TENDIGUES 12250 ROQUEFORT-SUR-SOULZON. L'inspection a été annoncée le 05/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE AFFINAGE-CONDITIONNEMENT
- SITE DE TENDIGUES 12250 ROQUEFORT-SUR-SOULZON
- Code AIOT : 0006804156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site de Tendigues est un entrepôt frigorifique qui permet de stocker des pains de Roquefort à des températures variables selon les salles et les produits.

Le site permet un stockage en report du roquefort permettant de conditionner le fromage toutes l'année alors que la fabrication ne dure que 7 mois (décembre à juillet).

Le site est soumis à autorisation au titre de la rubrique 4735 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) car les installations produisant du froid contiennent 3,1 tonnes d'ammoniac. Le site est également concerné par les rubriques ICPE

suivantes :

- enregistrement au titre de la rubrique 2663 pour le stockage de 18 156 m<sup>3</sup> de polymère,
- déclaration contrôlée au titre de la rubrique 1511 pour l'entreposage en entrepôt frigorifique de 25 149 m<sup>3</sup> de caisson de roquefort,
- déclaration contrôlée au titre de la rubrique 2921 pour les tours aéroréfrigérantes du site dont la puissance thermique évacuée maximale est de 2314 kW.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- respect des prescriptions concernant l'ammoniac et le stockage des polymères

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Stockage de polymères	Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.1 de l'annexe	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique 1511	Code de l'environnement du 13/04/2010, article Annexe de l'Article R511-9	Sans objet
2	Rubrique 2921	Code de l'environnement du 14/12/2013, article Annexe de l'Article R511-9	Sans objet
3	Rubrique 2663	Code de l'environnement du 13/04/2010, article Annexe de l'Article R511-9	Sans objet
5	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.	Sans objet
6	Surveillance du stockage	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.8.	Sans objet
7	Rubrique 4735	Code de l'environnement du 03/03/2014, article Annexe de l'Article R511-9	Sans objet
8	Utilisation de l'ammoniac	Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.3.3 de l'annexe	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.3.3.1 de l'annexe	Sans objet
10	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6	Sans objet
11	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Sans objet
12	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8	Sans objet
13	RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 43	Sans objet
14	RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 50	Sans objet
15	DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > I.	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	TRANSFERTS DE POLLUANTS		

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations sont attendues concernant la gestion du stockage des polymères visés à la rubrique 2663. L'exploitant s'est engagé en inspection à transmettre d'ici juin 2024 un porter à connaissance présentant sa nouvelle stratégie de gestion des stockages de polymère et analysant ses risques et incidences sur l'environnement.

Des compléments sont attendus concernant la protection des moteurs des extracteurs des salles des machines ammoniac pour éviter tout risque d'explosion.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique 1511

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article Annexe de l'Article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> 1511. Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature 1.5 Substances Combustibles« Entrepôts exclusivement frigorifiques. Le volume susceptible d'être stocké étant : 1. Supérieur ou égal à 50 000 m <sup>3</sup> (E) 2. Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup> (DC) Un entrepôt frigorifique est un entrepôt dans lequel les conditions de température et/ ou d'hygrométrie sont régulées et maintenues à une température inférieure ou égale à 18° C en fonction des critères de conservation propres aux produits.Un entrepôt est considéré comme exclusivement frigorifique dès lors que la quantité de matières ou produits combustibles autres que les matières ou produits conservés dans l'entrepôt frigorifique est inférieure ou égale à 500 tonnes. »
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a réalisé un point sur la situation de l'installation vis-à-vis de la rubrique 1511 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.  L'exploitant a historiquement déclaré les volumes suivants au titre de la rubrique 1511 : - 25 149 m <sup>3</sup> déclarée le 26/12/21 - 25 149 m <sup>3</sup> AR déclaration du 14/03/12  Dans le courrier transmis le 16/07/13 analysant la situation administrative de l'installation, l'exploitant a justifié la situation du site TENDIGUES par rapport à cette rubrique avec le calcul suivant : 6064 piles de 3 palettes de 1,344m <sup>3</sup> en moyenne = 24 450 m <sup>3</sup> .  L'inspection des installations classées a questionné l'exploitant sur l'écart entre le volume déclaré (25 149 m <sup>3</sup> ) et la justification de ce volume qui abouti à un volume de 24 450 m <sup>3</sup> . L'exploitant a précisé que les deux calculs ont été réalisés à deux dates différentes et que l'exploitant a retenu le volume le plus majorants.  L'exploitant a précisé qu'il n'y avait pas eu de modifications sur la volumétrie retenue pour la rubrique 1511 depuis la dernière déclaration transmise à l'inspection des installations classées.  L'exploitant est soumis au régime de la déclaration contrôlée au titre de la rubrique 1511.2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 14/12/2013, article Annexe de l'Article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2921. Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle (installations de)</p> <p>2.9. Divers</p> <p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3 000 kW(E)</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW(DC)</p> <p>2. Installations de récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère(DC)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a réalisé un point sur la situation de l'installation vis-à-vis de la rubrique 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose actuellement de deux tours aéroréfrigérante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tour n°700 dont la puissance thermique évacuée maximale est de 1500 kW</li> <li>- Tour n°400 dont la puissance thermique évacuée maximale est de 814 kW</li> </ul> <p>L'exploitant a transmis le 30/10/23 un porter à connaissance concernant la mise en place d'une nouvelle tour aéroréfrigérante pour Tendigues 700 de 1 350 kW. La tour Tendigues 700 de 1 500 kW actuelle sera rénovée et servira en secours de la nouvelle tour, les deux tours 700 ne pourront être utilisées simultanément.</p> <p>L'inspection des installations classées a pu constater lors de la visite que les fondations et les murs de la nouvelle tour 700 étaient construits.</p> <p>L'exploitant a précisé que la nouvelle tour en cours de construction respectera les prescriptions de l'arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La puissance thermique évacuée maximale par l'installation à l'issue de ces travaux restera inférieure à 3 000 kW.</p> <p>L'installation est soumise au régime de la déclaration contrôlée au titre de la rubrique 2921.1.b)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 3 : Rubrique 2663

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 13/04/2010, article Annexe de l'Article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2663. Stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50% de polymères  « Pneumatiques et produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 :</p> <p>1. A l'état alvéolaire ou expansé (tels que mousse de latex, de polyuréthane, de polystyrène, etc.), le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 2 000 m<sup>3</sup>(E)  b) Supérieur ou égal à 200 m<sup>3</sup> mais inférieur à 2 000 m<sup>3</sup>(D)</p> <p>2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant :</p> <p>a) Supérieur ou égal à 10 000 m<sup>3</sup>(E)  b) Supérieur ou égal à 1 000 m<sup>3</sup> mais inférieur à 10 000 m<sup>3</sup>(D»)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007 identifie un volume de 14 140 m<sup>3</sup> au titre de la rubrique 2663-2-a</p> <p>L'exploitant a porté à la connaissance du préfet des modifications de ce volume :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le 20/05/14, portant ce volume à 15 246 m<sup>3</sup></li> <li>- le 26/12/21, portant ce volume à 18 156 m<sup>3</sup></li> </ul> <p>Ces volumes correspondent notamment au stockage des palettes et caissons plastiques servant à entreposer et transporter le roquefort.</p> <p>L'exploitant a présenté en inspection le dernier inventaire des capacités de stockage de l'installation datant du 8 décembre 2021. Cet inventaire abouti à un volume de 18 516 m<sup>3</sup> de stockage de produits dont 50% au moins de la masse est composée de matières plastiques, ni à l'état alvéolaire, ni à l'état expansé.</p> <p>L'installation est soumise au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2663-2.a)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 4 : Stockage de polymères

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de polymères
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Stockage de polymères</p> <p>Les zones de stockage sont situées à au moins 15 m des limites de propriété foncière et au moins 10 m des autres installations. Le stockage à l'air libre est divisé en 3 zones de stockage distinctes : la première zone est située près de Tendigues 400, elle a une capacité minimale de 1000 m3, la seconde zone est située près des locaux sociaux, elle a une capacité maximale de 2600 m3, la troisième zone est située devant les quais de Tendigues 700. Cette zone est divisée en îlots, d'une capacité maximale de 5500 m3, séparé d'au moins 8 mètres les uns des autres et à minimum 6 mètres de la clôture.</p> <p>La hauteur de stockage ne doit pas dépasser 6,6 mètres.</p> <p>Toutes les zones de stockage sont matérialisées au sol. Des moyens d'extinctions mobiles adaptés aux risques sont présents à une distance maximale de 50 m de tout point des zones de stockage.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La visite d'installation a permis de constater que l'exploitant ne respectait pas certains points de cette prescription, notamment les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la distance minimale à la limite de propriété foncière est inférieure à 15 m au niveau des caissons entreposés sur le terrain de tennis,</li> </ul>

<p>- Les zones de stockage n'étaient pas matérialisées au sol,</p> <p>Des caissons polymères sont entreposés au niveau du terrain de tennis situé sur la parcelle 788 de la section B du plan cadastral de la commune de Roquefort-sur-Soulzon. La parcelle 788 ne fait pas partie des parcelles visées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007. Cet entreposage est réalisé en dehors du périmètre de l'ICPE autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 mai 2007.</p> <p>Les inspecteurs ont également constaté la présence de 2 cadres contenant chacun 20 bouteilles de gaz de 13kg situés à moins de 10 mètres du stockage de polymère situé devant les quais de tendigues 700. L'exploitant devra analyser les conséquences de cet entreposage de bouteilles de gaz à proximité de l'entreposage de caissons polymères.</p> <p>L'exploitant a précisé en inspection qu'il déposerait d'ici fin juin 2024, un porter à connaissance pour proposer et analyser l'incidence de nouvelles règles de stockage des polymères.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 5 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.3.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de polymères
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté en inspection le dernier inventaire des capacités de stockage de polymère de l'installation datant du 8 décembre 2021. Cet inventaire abouti à un volume de 18 516 m<sup>3</sup> de stockage de polymère. Un plan localisait dans cet inventaire les stockages de polymère.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Surveillance du stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.4.8.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de polymères
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En dehors des heures d'exploitation du stockage, une surveillance de ce stockage, par gardiennage ou télésurveillance, est mise en place en permanence notamment afin de transmettre l'alerte aux services d'incendie et de secours, d'assurer leur accueil sur place et de leur permettre l'accès à tous les lieux.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En dehors des heures ouvrées, des rondes sont réalisées par une entreprise qui a les clefs du site. Cette entreprise peut assurer l'accueil des services de secours et leur permettre l'accès à tous les lieux.</p> <p>Le site est en plus déjà partiellement suivi par caméra avec vision nocturne et sera prochainement entièrement couvert. Le processus d'installation des caméras est en cours de finalisation.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



N° 7 : Rubrique 4735

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 03/03/2014, article Annexe de l'Article R511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  4735 Ammoniac.  La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant :  1. Pour les récipients de capacité unitaire supérieure à 50 kg :  a) Supérieure ou égale à 1,5 t A  b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 1,5 t DC  2. Pour les récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 50 kg :  a) Supérieure ou égale à 5 t A  b) Supérieure ou égale à 150 kg mais inférieure à 5 t DC</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t  Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a précisé que les installations ammoniac n'ont pas eu d'évolutions susceptibles de faire évoluer la quantité d'ammoniac présente.</p> <p>Les deux installations ammoniac sont les suivantes :  - Installation « TENDIGUES 700 » : un installation de réfrigération d'une contenance de 1 692 kg d'ammoniac  - Installation « TENDIGUES 400 » : un installation de réfrigération d'une contenance de 1 410 kg d'ammoniac</p> <p>L'installation est soumise au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 4735-1.a).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 8 : Utilisation de l'ammoniac

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.3.3 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Le site est muni de deux installations fonctionnant à l'ammoniac :  <ul style="list-style-type: none"> <li>TENDIGUES 400 : 1 410 kg</li> <li>TENDIGUES 700 : 1 692 kg.</li> </ul> Ces installations sont confinées dans une enceinte dont la ventilation est contrôlée afin de maîtriser toute fuite d'ammoniac à l'extérieur du site.</p>
<p><b>Constats :</b>  La salle des machines Tendigues 400, visitée lors de l'inspection, dispose d'une ventilation et d'un confinement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 9 : Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/05/2007, article 7.3.3.1 de l'annexe
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux dangers de l'ammoniac et aux spécificités des installations le mettant en œuvre.</p> <p>Le dispositif de conduite des installations est conçu de façon que le personnel concerné ait immédiatement connaissance de toute dérive des paramètres de conduite par rapport aux conditions normales d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté lors de l'inspection le registre des personnels habilités à la conduite de l'installation NH3 mis à jour le 30/10/23. 5 personnes sont habilités. Deux certificats de formation ont été consultés par sondage lors de l'inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées a pu consulter l'interface de télésurveillance du site Tendigues sur lequel les alarmes sont remontées (détection d'ammoniac ambiant et pressions des circuits notamment) .</p> <p>Une entreprise extérieure traite les alarmes de la télésurveillance hors heure ouvrée.  L'exploitant a mis en place une astreinte froid pour les heures non-ouvrée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 10 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  De façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté, les consignes et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations doivent comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en route après un arrêt prolongé pour d'autres causes que les travaux de maintenance et d'entretien. Elles doivent être tenues à disposition de l'inspection du travail et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b>  L'exploitant dispose de classeurs regroupant les procédures pour Tendigues 400 et 700.</p> <p>L'inspection des installations classées a consulté par sondage le classeur regroupant les procédures de l'installation ammoniac Tendigues 700.</p> <p>Certaines procédures n'ont pas été revues depuis 2006.  L'exploitant prévoit une revue des procédures par un stagiaire.</p> <p>L'exploitant a précisé en inspection que l'ensemble des interventions réalisées sur le circuit ammoniac faisait l'objet d'une traçabilité.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 11 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis des justificatifs concernant la protection des moteurs d'extraction. Les moteurs sont ATEX.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 12 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Les vannes et les tuyauteries doivent être d'accès facile et leur signalisation conforme aux normes applicables ou à une codification reconnue. Les vannes doivent porter de manière indélébile le sens de leur fermeture.
<b>Constats :</b> La visite de la salle des machines Tendigues 400 a permis de constater que : - les vannes et les tuyauteries étaient faciles d'accès et signalisées, - le sens de fermeture des vannes était indiqué.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 13 : RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 43
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Les points de purge doivent être munis de deux vannes, dont une à contre-poids ou équivalent [...]
<b>Constats :</b> La visite de la salle des machines de l'installation ammoniac Tendigues 400 a permis de constater que l'installation était équipée de 3 points de purges. Ces purges étaient munies de deux vannes, dont une à contre-poids.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 14 : RISQUES INDUSTRIELS LORS D'UN DYSFONCTIONNEMENT DE L'INSTALLATION.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 50
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ammoniac
<b>Prescription contrôlée :</b> Les capacités accumulatrices (réservoirs basse pression, moyenne pression, haute pression) doivent posséder un indicateur de niveau permettant d'en contrôler le contenu. [...] Chaque réservoir est équipé en toutes circonstances, hormis pendant le temps de remplacement immédiat pour entretien, de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, montés en parallèle [...]
<b>Constats :</b> L'inspection des installations classées a pu constater que les réservoirs de la salle des machines Tendigues 400 disposent d'un indicateur de niveau et de deux dispositifs limiteurs de pression montés en parallèle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

N° 15 : DÉCLARATION ANNUELLE DES ÉMISSIONS ET DE TRANSFERTS DE POLLUANTS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :
<b>Constats :</b> La situation du site de Tendigues par rapport à l'article 4 de l'arrêté du 31/01/2008 a été étudiée par l'exploitant. Le site ne dépasse pas les seuils de l'article 4. L'exploitant n'est pas soumis à déclaration GERE. - Air : absence d'installation de combustion  - Eau réseau consommée < 50 000 m <sup>3</sup> 14 256 m <sup>3</sup> en 2022  - Eau de forage < 7 000 m <sup>3</sup> Pas de forage  - Déchets dangereux < 2t Peu de déchets en raison de l'activité du site : 1 tonne d'huile ammoniaquée en 2023  - Déchets non-dangereux < 2 000 t Très peu de déchets en raison de l'activité du site
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite